

Médias attaqués, journalistes assassinés : L'érosion de la démocratie

Partage international n° [399](#) - Novembre 2021

par Graham Peebles

Les médias occupent une place fondamentale dans toutes les sociétés. Il en a toujours été ainsi. Mais en cette époque d'incertitudes, dominée par des réseaux sociaux où prolifèrent les opinions et les « faits », avec des gouvernements de plus en plus polarisés et resserrant leur contrôle, ils sont plus importants que jamais.

Pour servir les intérêts et les besoins des peuples, les médias doivent être libres de toute idéologie et financièrement indépendants. Ils doivent également avoir la possibilité de surveiller et de critiquer le gouvernement et les entreprises, de mettre l'accent sur les injustices sociales, de révéler la corruption, les préjugés et la malhonnêteté, d'examiner les causes des crises et de proposer des solutions. Des médias libres et indépendants forment la pierre angulaire de la démocratie, et sont un élément essentiel de l'exercice des libertés publiques et de la défense des droits humains. Cependant, une étude publiée par le laboratoire d'idées *Freedom House* (la Maison des libertés) révèle que la liberté de la presse a diminué au cours de la dernière décennie, avec « *de nouvelles formes de répression qui se mettent en place aussi bien dans les sociétés ouvertes que dans les Etats autoritaires* ». En Europe, où la liberté de la presse est traditionnellement forte, « *la tendance [vers plus de contrôle] est très marquée. C'est également le cas en Eurasie et au Moyen-Orient* », y compris en Israël où, en 2019, l'ancien premier ministre Benjamin Netanyahu a été inculpé de corruption pour avoir proposé des avantages réglementaires à de grands médias en échange d'une couverture favorable.

Les journalistes sont menacés, et la liberté de la presse est étouffée par les régimes dictatoriaux (dont le nombre va croissant), mais également réduite par des gouvernements manipulateurs (autocratiques, démocratiques, ou se proclamant tels) qui déforment régulièrement la vérité ou mentent de façon flagrante, ou encore sapée par l'influence des

entreprises privées. Les médias dominants (la BBC, le réseau Fox, CNN, les quotidiens nationaux...) sont le principal sujet d'inquiétude. C'est à travers eux que la plupart des gens, souvent inconsciemment, sont informés, via la télévision ou la radio laissée allumée en fond sonore, ou via un journal gratuit dans le bus, le train ou le métro.

Du bon, du mauvais, et du très mauvais

Le journalisme d'investigation, considéré comme coûteux et compliqué par les propriétaires privés et par les diffuseurs publics, se fait de plus en plus rare ; les médias sont excessivement dépendants des conférences de presse gouvernementales, des commentaires des dirigeants et des déclarations des organisations internationales. Les propos qui font la une des journaux et qui sont répétés à l'infini sur les chaînes nationales (avec sous-titrage) conditionnent psychologiquement le public, et influencent la façon dont les événements et les crises mondiales sont appréhendés. Pour défendre des intérêts commerciaux ou un point de vue idéologique ou gouvernemental, on déforme l'information, on influence l'opinion publique, on présente des « faits » de façon biaisée avec un titre sensationnaliste, une statistique, un timbre de voix ou une conclusion précipitée.

De façon choquante mais pas nécessairement surprenante, les données de *Freedom House* suggèrent que seulement 13 % de la population mondiale bénéficie d'une presse libre. Pour partie, cette sombre statistique est due à la Chine et à l'Inde, qui ensemble représentent environ un tiers de la population totale, et qui répriment toutes deux les médias. Cette répression est totale en Chine, avec une emprise qui s'étend sur Hong-Kong aussi bien qu'en Chine continentale, et elle va croissant en Inde (qui occupe la 142^e place sur 180 au classement mondial de la liberté de la presse). Là-bas, le gouvernement du premier ministre Narendra Modi utilise la manière forte, et ne s'en cache pas : les journalistes couvrant l'occupation militaire du Jammu-et-Cachemire sont battus et arrêtés, tandis que les médias et reporters considérés comme critiques des autorités sont intimidés, particulièrement en ce qui concerne leur couverture de la Covid.

Le classement annuel de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières (RSF) inclut 180 pays, rangés dans des catégories allant de bon à très grave. Les pays scandinaves sont traditionnellement en haut du tableau, comme c'était le cas en 2020, avec la Norvège en tête. L'Allemagne arrive 13^e, le Royaume-Uni 33^e, la France 32^e et les Etats-Unis atteignent péniblement la 44^e position. La Turquie, la Russie et certains pays d'Europe de l'Est comme la Hongrie (où les alliés du gouvernement possèdent environ 80 % des médias) et la Pologne, se trouvent dans les catégories des Etats « *problématiques ou difficiles* », tout comme le Brésil et 51 autres pays.

Plus bas sur cette lugubre échelle de la paranoïa, les médias opèrent dans un brouillard épais. Une vingtaine de pays où règnent la peur et la suspicion, la situation y est « *très grave* », ce qui signifie que l'Etat contrôle ou possède la presse d'une façon ou d'une autre, gère l'accès à internet, et n'hésite pas à réduire au silence quiconque exprime une critique. Singapour, pourtant régulièrement présenté par les politiciens occidentaux comme un modèle de réussite éclatante, se trouve dans cette catégorie. Et juste au-dessus de la Syrie et de l'Iran, on trouve l'ami moyen-oriental des Etats-Unis, la dictature royale d'Arabie saoudite (170^e) où, selon RSF, la « *presse est totalement muselée* ». Dans la politique contemporaine, seule compte l'apparence, non la vérité ou les principes : bien que la plupart des journaux saoudiens appartiennent formellement au secteur privé, ils sont subventionnés et régulés par le gouvernement.

Au sein de ces territoires « *problématiques* » et « *très mauvais* », les journalistes et travailleurs de l'information qui critiquent les souverains, les politiciens (dont aucun ne semble supporter la critique) et leurs semblables, courent le risque d'être assassinés, enlevés ou battus. En 2020, d'après la Fédération internationale des journalistes, 66 journalistes et travailleurs de l'information ont été tués au niveau mondial, en augmentation par rapport aux 49 meurtres de 2019. Le Mexique, avec 14 meurtres, est le plus dangereux, suivi par l'Afghanistan, le Pakistan, l'Inde, les Philippines et la Syrie. Des décès de journalistes ont également été constatés en Somalie, au Bangladesh, au Cameroun, en Colombie, au Honduras, au Paraguay, en Russie et au Yémen. De plus, un journaliste pakistanais, Sajid Hussain, a été tué en Suède, où il vivait depuis 2018. Il avait fui le Pakistan en 2012, après avoir reçu des menaces de mort à la suite de son travail sur les disparitions forcées et les violations des droits humains dans la province du Balouchistan. RSF a déclaré que, compte tenu de ses reportages controversés, S. Hussain pourrait bien avoir été tué

« *sur ordre d'une agence de renseignements pakistanaise* ».

Particulièrement choquant est le décès de la journaliste russe de 47 ans, Irina Slavina, rédactrice en chef du média en ligne Koza Press. Elle est morte en octobre 2020 après s'être immolée par le feu devant un bâtiment du ministère de l'Intérieur de la ville de Nijni Novgorod en Russie (classée 150^e sur 180 par RSF).

A l'arrière-plan des meurtres de journalistes et de travailleurs de l'information dans ces pays comme ailleurs, on trouve l'intolérance, la peur de la critique ou de la révélation de faits de corruption et de malversations, ainsi que la criminalité. Des systèmes judiciaires défaillants et des gouvernements corrompus permettent que de tels crimes restent impunis.

Dans les pays où la violence n'est pas une option envisageable pour réduire au silence les journalistes dérangeants, mais également dans les régimes autoritaires où la violence est employée, différentes méthodes de contrôle sont mises en œuvre, de façon croissante : l'encadrement juridique du secteur de l'information (y compris des poursuites en diffamation) ; des pressions financières ; des coupures d'accès internet et du harcèlement en ligne ; de bas salaires et de mauvaises conditions de travail ; la recherche du profit ou d'un avantage politique au détriment de l'intégrité journalistique ; et enfin l'instrumentalisation de l'hostilité d'une partie du public vis-à-vis des médias, notamment ceux qui sont progressistes.

On observe aussi de l'intimidation policière, l'arrestation et l'emprisonnement de journalistes sans procès équitable, et enfin la concentration de la propriété des médias (avec la bénédiction du gouvernement), qui accorde un pouvoir excessif à des individus, des entreprises, des gouvernements ou des autorités politiques.

L'objectif de toutes ces mesures et pratiques est de s'assurer que les médias servent le pouvoir politique ou celui des entreprises, plutôt que le public. Il s'agit en soi d'une forme d'oppression très préoccupante, mais l'impact plus large sur la démocratie est encore plus dangereux. De nombreuses démocraties sont attaquées et font l'expérience d'un déclin des droits politiques ainsi que d'une limitation des libertés publiques - une tendance encore aggravée par la Covid.

La bataille pour la liberté

Au sein du paysage médiatique, les médias dits

alternatifs conservent un degré d'indépendance et d'autonomie dont ne disposent pas les médias dominants. Ces plateformes fournissent un espace où sont diffusées des analyses objectives et en profondeur, ainsi que des enquêtes menées avec un esprit ouvert, et elles gagnent en importance à mesure que les médias dominants sont de plus en plus biaisés.

Les attaques envers les médias et la démocratie sont le symptôme d'une tendance réactionnaire plus large : un repli conservateur qui émerge en réaction à l'impulsion vers l'unité, la justice sociale et la liberté sous toutes ses formes (y compris la liberté de la presse) qui balaye le monde et qui constitue le mouvement dominant de notre époque. Ses qualités inclusives de synthèse, de tolérance et de coopération sont l'exact opposé des idéaux diviseurs et répressifs qui alimentent, entre autres choses, le contrôle des médias.

A mesure que nous effectuons la transition, quelque peu douloureuse, de l'ancien monde vers une ère nouvelle mais encore à définir, le combat entre ces forces opposées va continuer et s'intensifier, tout

comme la lutte pour la liberté et la justice. Il s'agit d'un conflit qui se joue dans tous les domaines : entre les valeurs inclusives ancrées dans le cœur d'un grand nombre, et un ensemble pernicieux d'idéaux basés sur la peur, qui tendent à perpétuer un mode de vie erroné, fondé sur la séparation, qui a créé des sociétés malades et a empoisonné la planète.

La justice sociale et la liberté sous toutes ses formes, y compris la liberté de la presse, sont au cœur de ce combat qui sera gagné par les défenseurs du « bien » en action, dénonçant sans relâche la répression, mettant en lumière la corruption et la duplicité, et exposant les actes qui restreignent la liberté et sapent la justice.

Auteur : Graham Peebles, écrivain indépendant britannique et travailleur caritatif, il a créé l'ONG The Create Trust en 2005 et a mené des projets éducatifs en Inde, au Sri Lanka, en Palestine et en Ethiopie.

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [Divers](#) ()